

DÉCLARATION DE M. FRANÇOIS HOLLANDE, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE, SUR LE RÔLE DE L'ARMÉE DANS LA LUTTE CONTRE LE TERRORISME, AU FORT DE VINCENNES LE 25 JUILLET 2016.

25 JULY 2016 - SEUL LE PRONONCÉ FAIT FOI

Monsieur le ministre de la Défense, cher Jean-Yves LE DRIAN,

Monsieur le chef d'état-major des Armées,

Messieurs, Mesdames les généraux, officiers, sous-officiers, soldats.

Je tenais à venir ici, au Fort de Vincennes, en présence des élus de la ville de Paris et de la maire du 12<sup>e</sup> arrondissement, pour vous dire que la mission que vous accomplissez ici, pour la protection des Parisiens, mais aussi des nombreux touristes, est essentielle et je voulais vous exprimer toute ma reconnaissance pour l'action que vous menez, sous l'autorité de vos chefs.

Notre pays vit sous la menace terroriste depuis plusieurs mois, pour ne pas dire depuis plusieurs années. La France n'est pas le seul pays concerné par le terrorisme -encore hier en Allemagne- mais la France est une cible, nous le savons, parce que la France défend des valeurs, porte des principes et est le symbole de la liberté. Nous devons en être fiers et en même temps nous devons être conscients de ce que représente la France pour les terroristes, auxquels nous faisons la guerre, en Irak et en Syrie et également dans le Sahel.

J'ai été amené à prendre, avec le ministre de la Défense et le Premier ministre, des décisions lourdes pour notre pays, ces dernières années, au Mali, puis ensuite dans l'opération Barkhane, en Irak, en Syrie. Je viens de décider d'intensifier encore nos frappes, dans quelques semaines le porte-avions se rendra sur zone et nous aurons à aider encore davantage l'armée irakienne pour reconquérir les villes qui sont aujourd'hui sous le contrôle de Daech, l'organisation qui nous a frappés et que nous combattons.

Mais notre pays a été frappé lui-même par plusieurs attentats, ces derniers 18 mois, Paris au mois de janvier, Saint-Denis et Paris au mois de novembre et Nice le 14 juillet, Fête nationale, au moment où nous rendions, la Nation toute entière, hommage à nos armées. 14 juillet, qui est une fête qui est bien plus que la Fête nationale, qui représente pour les pays du monde, toujours, la Déclaration des droits de l'Homme et la France qui donne au monde un message universel.

Nice, 84 morts, de nombreux blessés, des traumatisés et nous devons là encore, tout faire pour répondre à la menace, mais tout connaître aussi de ce qui s'est produit à Nice, parcours du terroriste, les complicités dont il a pu bénéficier, les liens qu'il avait pu établir, y compris avec certains groupes et aussi le dispositif qui avait été mis en place pour préparer le feu d'artifice.

La vérité, la transparence, sont essentielles, dans une démocratie et c'est la justice qui doit l'établir, personne d'autre et de toutes les forces doivent concourir à donner à la justice tous les éléments d'information, car nous sommes dans une démocratie et rien ne doit pouvoir l'atteindre, parce que c'est ce que cherchent les terroristes, nous affaiblir, nous diviser, nous séparer.

Alors, la vérité, la transparence, seront établies, les Français le demandent, les familles l'exigent et un débat est toujours légitime quand il se produit une attaque, un attentat, il y en a eu à Paris, il y en a eu à Nice et donc nous devons laisser la justice travailler en toute indépendance, il ne peut pas y avoir de polémiques ou d'affrontements.

C'est pourquoi le Premier ministre, Manuel VALLS et le ministre de l'Intérieur, Bernard CAZENEUVE, ont eu raison d'en appeler à la dignité, à la responsabilité, tout en garantissant la transparence.

Je crois qu'il est aussi utile d'en appeler à la cohésion nationale. La cohésion nationale veut dire que face à une attaque, nous devons à la fois tout connaître de la menace, de nos adversaires, de notre ennemi et en même temps que nous devons être ensemble, capables de réagir dans le cadre de notre Etat de droit et avec toutes les forces qui concourent à la sécurité et à la protection des Français.

Votre vigilance, je dois aussi saluer celles des services de renseignement et des forces de sécurité, votre vigilance a permis de déjouer des attaques et des attentats. Depuis plusieurs mois il y a eu des interpellations, il y a eu que des arrestations d'éléments dont on savait qu'ils préparaient des attentats.

Vous avez dissuadés, par votre action, un certain nombre d'actions.

L'opération Sentinelle a cet objectif, protéger, défendre les Français. Je l'ai décidée, avec le ministre de la Défense et le Premier ministre, après les attentats de janvier 2015 et c'est très différent de Vigipirate, c'est une opération militaire, 10.000 soldats sont sur le terrain, chaque jour, pour protéger les Français, en complément des forces de sécurité. Depuis que j'en ai décidé, Sentinelle a été maintenue à un niveau de mobilisation inégalée, des forces armées sur le territoire, depuis le début de la Ve République.

Alors, vous êtes placés en alerte, une partie des militaires de Sentinelle sont dans leur garnison, mais peuvent intervenir à tout moment, des renforts ont été décidés chaque fois qu'il a été nécessaire et donc beaucoup sont sur le terrain, loin de leur régiment, je le sais. Il a fallu, ces derniers mois, en plus d'assurer la protection d'un certain nombre de sites, des Français et des touristes qui venaient nous visiter, il a fallu aussi garantir la sécurité d'un grand événement, l'Euro de football. Je sais aussi qu'il y a eu une mobilisation exceptionnelle pour assurer la sécurité du Tour de France. Mais quand il y a eu l'attaque de Nice, le 14 juillet, j'ai été amené à maintenir au plus haut niveau l'opération Sentinelle au moment-même où nous pensions qu'il était possible d'en réduire, non pas l'importance, mais l'effectif. En conscience et en sachant ce que cela pouvait représenter pour vous tous et en étant informé par le ministre de la Défense et le chef d'Etat-major des Armées des conséquences que cela avait, j'ai maintenu l'opération Sentinelle au plus haut niveau, c'est-à-dire 10.000.

Je mesure donc la contrainte qui pèse sur nos forces armées, appelées aussi à intervenir à l'extérieur et qui doivent s'entraîner pour être opérationnelles et efficaces. Je sais ce que cela représente pour vos vies personnelles, pour celles de vos familles, des permissions ont été reportées, des vacances ont été annulées, des événements familiaux ont été remis en cause. Le ministre de la Défense et le chef d'Etat-major me rappellent à chaque instant ce que représentent ce sacrifice et cette sollicitation de nos forces armées.

J'ai donc décidé, avec Jean-Yves LE DRIAN, de nouvelles mesures complémentaires de l'amélioration de la condition du personnel militaire afin de prendre en compte les conséquences de l'engagement supplémentaire que je vous demande, à travers notamment la revalorisation de l'indemnité pour sujétion spéciale d'alerte opérationnelle et également pour compenser les permissions que vous n'aurez pas pu prendre.

Mais, au-delà de ces compensations, au-delà de ces indemnités qui vous sont versées, ce qui est en cause c'est la mission elle-même. Je sais ce qui aujourd'hui vous habite, cette conscience que vous défendez nos compatriotes, que vous protéger la France et cette mobilisation de l'opération Sentinelle est une nécessité. Que vous soyez en opérations extérieures ou que vous soyez ici, dans les villes de France, le but est le même : défendre notre territoire, protéger les Français, lutter contre le terrorisme, combattre le fanatisme qui tue des innocents.

C'est pourquoi l'opération Sentinelle est complémentaire de l'opération Barkhane, ou de l'opération Chammal, je dirais même que c'est la même, puisque c'est la même mission, la même fonction : défendre le territoire, protéger les Français, assurer notre sécurité, défendre nos valeurs.

Vous mettez votre expérience militaire dans cette mission exigeante, parce qu'il faut déployer les mêmes qualités sur le territoire national comme sur les opérations extérieures. Vous agissez, j'en ai eu la démonstration, en coopération avec les forces de sécurité intérieure, sous l'autorité civile, je voudrais une fois encore, saluer la très bonne coopération entre Bernard CAZENEUVE et Jean-Yves LE DRIAN pour atteindre cet objectif, parce que nous devons travailler ensemble.

Après l'attentat de Nice, j'ai donc voulu qu'il y ait un dispositif qui soit maintenu à un niveau élevé, mais qui puisse évoluer, il avait déjà évolué, avec plus de mobilité, avec une meilleure cohérence avec la gendarmerie et la police. Nous allons encore améliorer et parfaire le dispositif et notamment à la fin du mois d'août j'aurai à prendre de nouvelles décisions pour que nous puissions toujours garantir un niveau de protection élevé des Français, mais dans des conditions qui peuvent elles-mêmes évoluer. Ce n'est pas la même chose de protéger pendant une période estivale, que de protéger pour une période qui est celle de l'activité et aussi de la scolarisation des enfants.

L'Armée de terre est très sollicitée dans cette période, elle n'est pas la seule, il y a aussi les acteurs de la sauvegarde maritime, de la sûreté aérienne, du renseignement, de la cyberdéfense, tout le monde concourt à l'opération, 13.000 hommes et femmes sont concernés et je n'oublie pas les personnels de

soutien.

Je veux insister aussi sur les réservistes opérationnels, il y en a un certain nombre ici, parce que nous en avons besoin, pour soulager les personnels de défense, pour faire en sorte que nous puissions également assurer la cohésion nationale, montrer que la Nation s'engage, parce que la Nation doit s'engager. Et c'est la raison pour laquelle il y aura, à travers cette évolution des réserves, la constitution d'une Garde nationale qui aura vocation à compléter ce que vous faites sur le plan de l'action militaire. L'Etat a des devoirs, l'Etat doit tout faire pour assurer la protection de nos concitoyens, et c'est la raison pour laquelle j'ai dégagé des moyens financiers, humains, importants, révisé la loi de programmation militaire, cessé la déflation des effectifs, renforcé encore le budget pour 2017. L'Etat doit faire en sorte que nous ayons aussi les meilleures réponses en termes opérationnels face au terrorisme. L'Etat doit, avec ses forces armées, intervenir à l'extérieur, mais il y a aussi ce que chaque citoyen, surtout s'il a choisi d'être sous les drapeaux, doit comprendre de son propre engagement. S'engager pour son pays, c'est ce que vous avez fait, s'engager pour la France, s'engager pour protéger nos concitoyens et même s'engager pour la sécurité du monde. S'engager, c'est le mot qui est le plus fort aujourd'hui.

La démocratie a besoin de cet esprit d'engagement, la démocratie peut se défendre sans avoir à perdre son âme, son contenu, son sens, sa nature. La démocratie n'est pas un handicap, la démocratie c'est une arme. Ce que les terroristes veulent atteindre c'est la démocratie. Et la démocratie doit être forte, sans rien céder sur ce qui la constitue, alors même que des voix toujours s'élèvent pour essayer d'abaisser l'Etat de droit et des libertés.

Nous, notre fierté, c'est de pouvoir garantir la liberté et le droit, tout en assurant notre protection, notre défense et notre sécurité, tel est l'esprit qui m'anime, l'esprit d'engagement.

Je voulais vous exprimer aujourd'hui ma reconnaissance, ma gratitude, pour la mission que vous accomplissez, c'est une mission noble, c'est une mission digne et importante pour la sécurité des Français. C'est une mission qui vous honore, c'est une mission qui m'implique directement, vous êtes les sentinelles de la République et dans les circonstances que nous traversons, la France a besoin de vous, a besoin de sentinelles, a besoin de vigilance, a besoin de protection, a besoin de défense, c'est vous qui l'incarnez.

Vive la République ! Et Vive la France !